



PREFETE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
SECTION INSTALLATIONS CLASSEES
DPI/BPUPE/IC-ND-N°2015- **210**

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SAGEP

Commune de OUTREAU

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète du Pas-de-Calais
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 1981 autorisant la Sté MANOIR INDUSTRIES à exploiter une décharge de déchets industriels dite « Crassier d'OUTREAU » sur les communes de St ETIENNE AU MONT et d'OUTREAU ;

VU les arrêtés de prescriptions complémentaires en date du 22 octobre 1984, 6 décembre 2001, 19 juin 2002, 7 août 2009, 28 mars 2014 et 20 février 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-10-135 du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

VU le rapport de visite de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 30 juin 2015 ;

VU la lettre de M. le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 30 juin 2015 informant la société SAGEP de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection en date du 16 juin 2015 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le non respect des articles 3.1, 3.2 (mesures d'urgence) et 4 (entretien des ouvrages de tamponnement) de l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 susvisé ;

	<p>Elle est transmise à la DREAL, au SDIS, à la sécurité civile, aux mairies de saint Etienne au Mont et Outreau et affichée à proximité du bassin tampon.</p> <p>- Mise à disposition de la commune et des services de secours d'un numéro d'appel d'urgence, joignable 24 h/24 et 7j/7.</p> <p>...</p> <p>3.2 - Gestion des débits</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions pour accroître le volume de tamponnement disponible sur son site et pour ralentir le flux d'un éventuel débordement vers l'extérieur.</p> <p>Les dispositions prises ne doivent pas menacer l'intégrité (stabilité, étanchéité) de la masse des déchets stockés et de la couverture du stockage.</p> <p>Dans le cas où des digues sont constituées, l'exploitant dispose des études démontrant leur stabilité.</p>	<p>48 heures</p> <p>15 jours</p>
ARTICLE 4 : Entretien des ouvrages de tamponnement	<p>1) L'exploitant réalise une inspection de l'ensemble des ouvrages contribuant à la gestion des eaux pluviales (bassin de tamponnement, merlier à l'air libre étanchéifié, fossés et canalisation de la sortie du bassin tampon à la limite du site rue Danton). Un nettoyage et/ou une remise en état de ces ouvrages sont réalisés en tant que de besoin pour permettre leur totale disponibilité et leur bon fonctionnement. Un rapport détaillé et accompagné de photos doit être établi et transmis à la DREAL.</p> <p>2) L'exploitant fait réaliser par un géomètre indépendant un relevé géomètre permettant d'établir ... le débit de fuite au niveau de la canalisation de rejet aboutissant rue Danton.</p>	<p>1 mois</p> <p>15 jours</p>

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif,

- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4: PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de OUTREAU et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de OUTREAU pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de BOULOGNE SUR MER, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAGEP et dont une copie sera transmise au maire de OUTREAU.

Arras, le **18 AOUT 2015**

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,

Marc DELGRANDE



Copies destinées à :

- SAGEP
- Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de OUTREAU
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Inspecteur de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage